

## **Prescriptions techniques, administratives et financières relatives aux conditions de raccordement au réseau d'éclairage public métropolitain**

---

### **0-préambule**

- 0.1 Si cela s'avère nécessaire dans l'intérêt du service, les mobiliers urbains pourront être raccordés au réseau d'éclairage public et uniquement sur ce réseau.
- 0.2 Le réseau d'éclairage public est exploité par Tours Métropole Val de Loire. A ce titre, le concessionnaire doit solliciter systématiquement les autorisations d'accéder au réseau d'éclairage public auprès des services métropolitains. Les personnels du concessionnaire ou des entreprises qui interviennent pour son compte devront disposer des titres d'habilitation électrique adéquats et à jour. Ils devront pouvoir les communiquer sur simple demande des services métropolitains.
- 0.3 Le raccordement des mobiliers sur les installations de signalisation lumineuse de trafic est strictement interdit.
- 0.4 Le concessionnaire sera entièrement responsable de la sécurité électrique de son mobilier vis-à-vis des tiers, comprenant également le réseau de raccordement et les dispositifs de protection depuis le point de fourniture d'énergie.

### **1-raccordement au réseau d'éclairage public**

- 1.1 Préalablement à la pose du mobilier, le concessionnaire prendra contact avec le service métropolitain gestionnaire de l'éclairage public pour s'assurer de la faisabilité technique du raccordement. Il sollicitera l'autorisation par écrit en précisant les supports d'éclairage public concernés. Le concessionnaire ne pourra intervenir sur le réseau d'éclairage public qu'avec l'autorisation expresse du service métropolitain gestionnaire de l'éclairage public.
- 1.2 Sur le territoire de la commune de Tours, toute intervention sur le réseau d'éclairage public devra être précédée d'une consignation, puis déconsignation, qui sera réalisée exclusivement par un agent métropolitain du service éclairage public.

Les raccordements des mobiliers dans les armoires de commande d'éclairage public ou de signalisation lumineuse tricolore sont strictement interdits. Le concessionnaire ou les entreprises qui interviennent pour son compte ne sont pas autorisés à ouvrir les armoires de commande d'éclairage public. L'accès aux armoires de signalisation lumineuse tricolore est strictement interdit.

- 1.3 Le raccordement électrique sera conforme à la norme NFC 17200.

- 1.4 Le concessionnaire aura à sa charge la fourniture et la mise en place d'un fourreau d'alimentation de diamètre 63 minimum reliant le mobilier au point de raccordement imposé par le gestionnaire du réseau d'éclairage public métropolitain. La fourniture, le tirage et le raccordement du câble d'alimentation sont également à la charge du concessionnaire.

Le concessionnaire installera dans les pieds de candélabres un dispositif différentiel intégré dans un coffret PVC classe II, protégeant le câble d'alimentation jusqu'au mobilier. Si l'espace dans les pieds de candélabres ne permet pas la pose du dispositif de protection du câble d'alimentation dans un coffret PVC classe II, le raccordement du mobilier urbain ne sera pas autorisé sur le réseau d'éclairage public métropolitain.

- 1.5 La conformité électrique de l'installation au regard de la norme NFC 17200 sera vérifiée par un bureau de contrôle indépendant avant mise sous tension au frais du concessionnaire. Le concessionnaire transmettra les rapports de contrôle de conformité au gestionnaire du réseau d'éclairage public.

Le raccordement définitif sur le réseau d'éclairage public sera effectué par le concessionnaire après l'accord express du service gestionnaire de l'éclairage public métropolitain. Cet accord ne pourra être délivré que sur la base d'un rapport de contrôle actant la conformité électrique de l'installation délivré par un bureau de contrôle indépendant.

- 1.6 A l'issue des travaux, le concessionnaire communiquera sous forme d'un tableur la liste des mobiliers urbains raccordés au réseau d'éclairage public en précisant les coordonnées géographiques du mobilier urbain, les coordonnées géographiques du point de raccordement, les caractéristiques du raccordement (section du câble, type de coffret, protection,...), les caractéristiques techniques du mobilier raccordé (type de sources lumineuses, puissance installée).

## **2-déplacement et dépose des mobiliers**

- 2.1 Dans le cadre de la dépose définitive d'un mobilier, les raccordements électriques au réseau d'éclairage public seront systématiquement déposés par le concessionnaire à ses frais : retrait du câble d'alimentation et remise en état du raccordement en pied de candélabre (débranchement du câble d'alimentation du mobilier et retrait des dispositifs de raccordement et de protection propre au mobilier : coffret classe II, disjoncteur, disjoncteur différentiel selon le cas). Le concessionnaire fera constater par les services métropolitains la dépose effective des équipements et remise en état du réseau d'éclairage public.
- 2.2 Dans le cadre de la dépose temporaire d'un mobilier (accident, travaux,...), le Concessionnaire assure à ses frais le débranchement et la mise en sécurité électrique par

un électricien habilité du raccordement au réseau d'éclairage public, conformément aux règles de l'art et après information préalable des services métropolitains

Le sectionnement des câbles sera proscrit. En cas de dégradation, le Concessionnaire prendra à sa charge la réparation.

Du côté du mobilier déposé, le concessionnaire protégera le raccordement électrique en attente au moyen d'une balise de protection et de signalisation des candélabres accidentés ou en attente d'installation.

- 2.3 En dehors de la situation 2.2, les raccordements électriques au réseau d'éclairage public seront systématiquement déposés à ses frais par le concessionnaire. La conservation d'un raccordement électrique est soumise à l'accord express des services métropolitains.
- 2.4 A l'issue des travaux, le concessionnaire communiquera sous forme d'un tableur la liste à jour des mobiliers supprimés ou ajoutés raccordés au réseau d'éclairage public en précisant les coordonnées géographique du mobilier urbain, les coordonnées géographique du point de raccordement, les caractéristiques du raccordement (section du câble, type de coffret, protection,...).

### **3-maintenance**

- 3.1 Le concessionnaire est responsable de l'entretien, de la maintenance et de la remise en état de son alimentation entre le coffret classe II du candélabre et son mobilier.
- 3.2 Il signalera à l'Autorité concédante et au gestionnaire du réseau d'éclairage public toute anomalie constatée dans le mobilier d'éclairage public auquel il se raccorde (coffret classe II détérioré, absence de coffret classe II...).
- 3.3 En cas de problème de fonctionnement généré par les mobiliers du concessionnaire sur le réseau d'éclairage public, le gestionnaire du réseau d'éclairage public et ses exploitants pourront interrompre et consigner l'alimentation sans préavis. L'interruption de l'alimentation sera signalée au concessionnaire après intervention.

### **4-fonctionnement**

- 4.1 Pour des raisons de sécurité (entretien, maintenance sur le réseau...), Tours Métropole Val de Loire, gestionnaire du réseau d'éclairage public, pourra interrompre la fourniture d'énergie et dans ce cas, le concessionnaire ne pourra exiger un quelconque dédommagement.
- 4.2 Sur certaines zones où le fonctionnement est particulier (variation, ...), le service métropolitain gestionnaire du réseau d'éclairage public fixera des conditions spécifiques devant être respectées pour autoriser le raccordement.

- 4.3 Les mobiliers publicitaires (hors abri-voyageur) seront systématiquement éteints en cœur de nuit conformément au Règlement Local de Publicité Intercommunal en vigueur (entre 23h et 7h à la date de la consultation).

Au-delà de 23h, chaque abris-voyageur sera systématiquement éteint en totalité ½ heure maximum après la fin du service des lignes de transport en commun qui le desservent. Avant 7h, chaque abri voyageur sera systématiquement allumé ½ heure maximum avant la reprise du service des lignes de transport en commun qui le desservent.

Le concessionnaire prévoira un dispositif de coupure interne à son mobilier pour commander son extinction et son allumage selon les horaires ci-dessus, indépendamment des heures d'extinction et d'allumage du réseau d'éclairage public.

- 4.4 L'attention du concessionnaire est attirée sur le fait que certains secteurs du territoire métropolitain sont soumis à une coupure nocturne de l'éclairage public. Les horaires d'extinction et d'allumage sont variables selon les territoires communaux. Le concessionnaire s'assure de la compatibilité de son projet avec le fonctionnement du réseau d'éclairage public. Le cas échéant, le concessionnaire fait son affaire des équipements nécessaires au maintien de l'éclairage pendant la coupure nocturne du réseau d'éclairage public (batterie, panneau solaire et batterie, ...).

Sur les secteurs faisant l'objet d'une coupure de l'éclairage en cœur de nuit qui serait concomitante aux heures d'exploitation du réseau de transport en commun, les abris raccordés sur le réseau d'éclairage public devront être équipés d'un système additionnel autonome si l'exploitant souhaite garantir l'éclairage des abris concernés sur la plage horaire d'extinction.

## **5-dispositions financières**

- 5.1 Une participation financière pour les consommations d'électricité nécessaire à l'éclairage nocturne des mobiliers raccordés au réseau d'éclairage public sera versée à Tours Métropole Val de Loire.

Le cas échéant, elle sera intégrée à la redevance d'occupation du domaine public, dont le montant sera fixé par Tours Métropole Val de Loire.

- 5.2 L'ensemble des interventions et des fournitures nécessaires au raccordement des mobiliers sont à la charge de concessionnaire.

- 5.3 S'agissant des mobiliers disposant d'un dispositif d'affichage dynamique, les consommations électriques, y compris l'abonnement, des mobiliers susvisés seront intégralement pris en charge par le concessionnaire.

- 5.5 Cas particulier des mobiliers sur les stations tramways : Les consommations électriques seront prises en charge le Syndicat des Mobilités de Touraine ou par l'exploitant du réseau Fil Bleu.